

# NATIONS UNIES

## CONSEIL DE TUTELLE



UN LIBRARY

JUN 21 1973

/SA COLLECTION

Distr.  
LIMITEE

T/L.1180

18 juin 1973

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

Quarantième session  
Point 4 a) de l'ordre du jour

### SITUATION AU PAPUA-NOUVELLE-GUINEE

#### Rapport du Comité de rédaction

1. A sa 141ème séance, tenue le 6 juin 1973, le Conseil de tutelle a nommé un Comité de rédaction composé des représentants du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et des Etats-Unis d'Amérique dont la tâche était d'élaborer, sur la base des débats qui avaient eu lieu au Conseil, des conclusions et recommandations sur la situation au Papua-Nouvelle-Guinée et de faire des recommandations sur le chapitre traitant de la situation dans ce territoire qui sera inclus dans le prochain rapport du Conseil de tutelle à l'Assemblée générale.
2. Le Comité de rédaction a tenu trois séances. Il a pu bénéficier du concours des représentants de l'Autorité administrante.
3. Compte tenu de la discussion générale que le Conseil a consacrée à la situation dans le Territoire, le Comité a rédigé un certain nombre de conclusions et recommandations qui reflètent, à son avis, l'opinion de la majorité des membres du Conseil et qui figurent dans l'annexe au présent rapport.
4. Le Comité recommande au Conseil de tutelle d'adopter le document de travail révisé sur la situation au Papua-Nouvelle-Guinée (T/L.1179 et Add.1 et 2) comme texte de base pour l'établissement du chapitre traitant de la situation dans ce territoire qui sera inclus dans le prochain rapport du Conseil de tutelle à l'Assemblée générale.
5. Le Comité recommande également au Conseil de tutelle d'adopter les conclusions et recommandations qui figurent dans l'annexe ci-après et de les inclure à la fin des sections ou sous-sections appropriées du chapitre relatif au Papua-Nouvelle-Guinée.



Annexe

PROJET DE CONCLUSIONS ET DE RECOMMANDATIONS CONCERNANT LE  
PAPUA-NOUVELLE-GUINEE

INTRODUCTION

1. Comme il est noté dans la section B ci-dessous, les ministres du Papua-Nouvelle-Guinée exercent désormais un pouvoir effectif dans la plupart des domaines de l'administration intérieure du Territoire. En conséquence, le Conseil de tutelle estime qu'il ne lui appartiendra plus lors de ses sessions futures, de formuler des commentaires sur les questions qui sont maintenant exclusivement du ressort de l'administration du Papua-Nouvelle-Guinée. Toutefois, étant donné que dans certains domaines l'Autorité administrante n'a transféré que récemment son pouvoir de décision au Gouvernement du Papua-Nouvelle-Guinée dans le cadre du processus continu de passation des pouvoirs, le Conseil estime être encore en droit de faire à la présente session des observations dans certains de ces domaines.

A. GENERALITES

Géographie et population

2. Le Conseil de tutelle note avec satisfaction que l'Autorité administrante a réaffirmé qu'il importait de tout faire pour que l'unité du Papua-Nouvelle-Guinée soit maintenue durant toute la période d'accession à l'indépendance. A cet égard, le Conseil note que l'Autorité administrante s'est engagée à faire parvenir son aide au Papua-Nouvelle-Guinée uniquement par l'intermédiaire du gouvernement de ce pays et a promis que les relations entre les deux pays seront assurées par les gouvernements centraux respectifs.

3. Le Conseil se félicite que le Papua-Nouvelle-Guinée continue de participer à l'activité d'organisations internationales et note que le Papua-Nouvelle-Guinée est un membre associé, non seulement de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), mais également de la Banque asiatique de développement et de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient (CEAEO); qu'il est membre de la Conférence du Pacifique sud; et qu'il a demandé à être admis à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) en tant que membre associé.

4. Le Conseil note avec intérêt que le Comité constitutionnel étudiera prochainement la question des relations entre le gouvernement central et les régions.

5. Le Conseil se félicite que des consulats aient été ouverts au Papua-Nouvelle-Guinée, mesure qui peut offrir de nouvelles possibilités en matière de coopération internationale.

/...

## B. PROGRES POLITIQUE

### Développement des organes représentatifs, exécutifs et législatifs, et extension de leur pouvoir

#### Organes centraux de gouvernement

6. Le Conseil note avec satisfaction que, depuis qu'il a tenu sa trente-deuxième session, l'Autorité administrante a transféré au Gouvernement du Papua-Nouvelle-Guinée des secteurs d'autorité étendus et importants. Le Conseil se réjouit du fait que depuis le dernier transfert de pouvoirs qui a pris effet le 30 avril 1973 par acte du Ministre australien des territoires extérieurs, les ministres du Gouvernement du Papua-Nouvelle-Guinée ont en fait la responsabilité virtuellement intégrale de l'administration intérieure du Territoire. Dans ce contexte, le Conseil a été informé qu'il est rare maintenant que l'Administrateur assiste aux séances du Conseil exécutif et qu'il s'abstient en fait de participer à l'administration des affaires courantes du Territoire.

7. Le Conseil note que bien que l'autorité du Gouvernement du Papua-Nouvelle-Guinée sur les affaires intérieures ne s'étende pas encore à la sécurité intérieure, une demande officielle a été présentée à l'Autorité administrante tendant à ce que le transfert des pouvoirs dans ce domaine s'opère lorsque le Papua-Nouvelle-Guinée accédera à l'autonomie. Le Conseil a aussi appris que le Gouvernement australien a pris cette demande en considération et que des consultations sont actuellement en cours entre des représentants du Gouvernement australien et ceux du Gouvernement du Papua-Nouvelle-Guinée.

8. En ce qui concerne les secteurs du pouvoir où l'Autorité administrante reste encore responsable en dernier ressort, le Conseil de tutelle note que d'après la déclaration du Ministre australien des territoires extérieurs lorsqu'une question relevant encore de l'Autorité administrante est de la compétence d'un ministre de la Chambre d'assemblée, ce dernier est pleinement responsable de l'application pratique de la politique arrêtée de concert par les deux gouvernements. Lorsqu'il s'agit de questions qui ne sont pas de la compétence d'un ministre du Papua-Nouvelle-Guinée, le Conseil note que, conformément à l'accord conclu entre les deux gouvernements, ces fonctions ne sont exercées par l'Autorité administrante qu'après consultation et avis du Gouvernement du Papua-Nouvelle-Guinée. En conséquence, le Conseil note avec satisfaction que lorsqu'il parviendra à l'indépendance, le Papua-Nouvelle-Guinée sera familiarisé avec tous les domaines du gouvernement, y compris ceux de la défense et des affaires étrangères, et aura acquis l'expérience voulue à cet égard.

#### Education politique

9. Le Conseil, rappelant qu'à sa trente-neuvième session, il s'était félicité de l'intention du Gouvernement du Papua-Nouvelle-Guinée nouvellement élu d'intensifier les programmes d'éducation politique, relève avec intérêt les déclarations des

conseillers spéciaux sur les mesures prises par le gouvernement pour donner effet à ces programmes et notamment les dispositions visant à dissiper - selon les termes de l'un des conseillers spéciaux - un certain nombre de doutes, de craintes et d'incertitudes engendrés par les changements politiques rapides survenus dans le Territoire. Le Conseil se rend pleinement compte des problèmes auxquels se heurte le Gouvernement du Papua-Nouvelle-Guinée et accueille avec satisfaction la déclaration du conseiller spécial selon laquelle, de l'avis de son gouvernement, les progrès enregistrés à ce jour sont très encourageants.

### Organisation judiciaire

10. Le Conseil, rappelant l'opinion de la Mission de visite de 1971 selon laquelle il fallait accélérer le programme d'indigénisation des cadres judiciaires, note avec approbation que le nombre des magistrats autochtones résidents et des magistrats des tribunaux locaux a à nouveau augmenté. Le Conseil note aussi avec intérêt que le Gouvernement du Papua-Nouvelle-Guinée a demandé à l'autorité administrante d'assouplir les qualifications exigées au Papua-Nouvelle-Guinée pour les juges afin de permettre à des personnes autres que les avocats et avoués agréés auprès de certains tribunaux australiens d'accéder à la magistrature. Dans l'intérêt d'une indigénisation rapide des cadres judiciaires, le Conseil espère que l'on examinera la possibilité d'assouplir les conditions actuellement exigées et note que la demande du Gouvernement du Papua-Nouvelle-Guinée a été favorablement prise en considération par l'Autorité administrante. A sa trente-neuvième session, le Conseil avait observé que le rapport du groupe de travail chargé de la question de la création d'une magistrature autochtone de carrière était achevé; il note avec intérêt que les propositions sur cette question contenues dans un Livre blanc ont été approuvées en 1972 par la Chambre d'assemblée. Le Conseil note également qu'un projet de loi créant un corps de magistrats de carrière sera présenté à la Chambre d'assemblée dans un proche avenir.

### Fonction publique : formation et nomination d'autochtones à des postes de responsabilité dans l'Administration

11. Le Conseil se félicite de l'accord intervenu entre l'Autorité administrante et le Gouvernement du Papua-Nouvelle-Guinée qui doit prendre effet à compter du mois d'août 1973 et aux termes duquel la responsabilité de la fonction publique, qui appartient au Ministre des territoires extérieurs, sera transférée au Gouvernement du Papua-Nouvelle-Guinée. Le Conseil note avec intérêt l'intention du Gouvernement du Papua-Nouvelle-Guinée de ramener d'ici trois ans et demi le nombre de fonctionnaires expatriés de 7 000 à 4 000.

12. Rappelant qu'à sa trente-neuvième session, il avait été fait état des difficultés qui avaient empêché la création d'un service australien de coopération pour l'outre-mer et qu'aucun projet équivalent donnant satisfaction à l'Association de la fonction publique n'avait été encore élaboré, le Conseil note les dispositions



du rapport Simpson sur "La sécurité de l'emploi pour les fonctionnaires d'outre-mer de la fonction publique du Papua-Nouvelle-Guinée" qui a été accepté en principe par l'Autorité administrante et par le Gouvernement du Papua-Nouvelle-Guinée. Le Conseil estime, comme les deux gouvernements, que les nouveaux arrangements permettront dans une large mesure de conserver un corps important de fonctionnaires d'outre-mer expérimentés tant que le Territoire aura besoin de leurs services.

13. Le Conseil se réjouit en particulier du fait que, selon l'Autorité administrante, la décision d'accepter le rapport a été bien accueillie tant par les fonctionnaires d'outre-mer que par les fonctionnaires autochtones.

14. Rappelant les déclarations faites à la trente-neuvième session selon lesquelles les postes de la fonction publique devaient être pourvus compte tenu d'une répartition géographique équitable plutôt que sur la base du mérite, le Conseil note avec intérêt que le 22 septembre 1972, le Ministre principal a déclaré qu'en ce qui concerne les nominations à des postes élevés il ne pouvait partager l'opinion de quiconque désirait créer des divisions artificielles dans le pays en choisissant les titulaires des postes de responsabilité sur une base raciale. Tout en accueillant avec satisfaction cette déclaration le Conseil estime que, étant donné l'importance que revêt l'unité du Territoire, il peut y avoir des cas où il faudra tenir compte des considérations de répartition géographique lors de l'examen des nominations à faire dans la fonction publique.

## C. PROGRES ECONOMIQUE

### Généralités

15. Le Conseil note qu'au cours de l'année écoulée le Gouvernement du Papua-Nouvelle-Guinée a assumé la responsabilité du fisc, de la gestion de la dette publique et du contrôle des prix, tandis que l'Autorité administrante demeurait responsable de la monnaie, des banques, des assurances et autres institutions financières; de l'Investment Corporation et de la Banque pour le développement; du Programme national de développement; de l'aide extérieure; et de la vérification des comptes de l'Etat.

16. Le Conseil note avec satisfaction l'engagement pris par l'Autorité administrante d'accorder la priorité au Papua-Nouvelle-Guinée dans le cadre d'un programme largement accru d'aide à l'étranger.

### Participation des autochtones

17. Le Conseil note avec approbation les objectifs de développement annoncés par le Ministre principal du Gouvernement du Papua-Nouvelle-Guinée le 15 décembre 1972 et approuvés par la Chambre d'assemblée dans le courant de février 1973. Les progrès accomplis dans la réalisation de ces objectifs contribueront de façon importante au processus d'enracinement local. Le Conseil se félicite de ce que le Gouvernement du Papua-Nouvelle-Guinée envisage la possibilité de former un organe central chargé de coordonner les investissements. Le Conseil croit que la politique du Gouvernement du Papua-Nouvelle-Guinée en matière d'investissements étrangers constitue une solution intermédiaire entre la formule de l'aide accrue aux entreprises locales et celle qui consiste à attirer des capitaux étrangers.

18. Le Conseil note avec approbation que, pour la troisième année consécutive, la valeur des prêts consentis par la Papua New Guinea Development Bank à des autochtones a été supérieure au montant des prêts consentis à des entreprises étrangères et à des entreprises mixtes.

### Finances publiques

19. Le Conseil note avec approbation le transfert au Gouvernement du Papua-Nouvelle-Guinée des pleins pouvoirs en matière de finances publiques et il considère que cette mesure constitue un progrès important sur la voie de l'autonomie complète.

### Agriculture et élevage

20. Le Conseil espère que l'augmentation des subventions au développement du Papua-Nouvelle-Guinée donnera à la Puissance administrante la possibilité de

s'attacher davantage à une forme d'aide qui permettra une plus grande diversification du secteur agricole.

21. Le Conseil note que les associations conclues avec quatre sociétés de pêche étrangères semblent offrir des chances sérieuses d'accroître la participation des autochtones à la pêche en haute mer.

#### Régime foncier

22. Le Conseil note que l'Autorité administrante conserve l'autorité sur certains aspects de l'administration foncière. Le Conseil espère que ces responsabilités seront bientôt assumées par le Gouvernement du Papua-Nouvelle-Guinée.

#### Industries

23. Le Conseil croit que la politique fondamentale en matière d'industrie extractive qui régira les futurs accords miniers au Papua-Nouvelle-Guinée, telle que le Conseiller spécial l'a définie, devrait à la fois assurer une protection satisfaisante des intérêts autochtones et encourager les sociétés étrangères à investir dans l'industrie minière du pays.

#### Transports et communications

24. Etant donné le rôle essentiel des transports aériens dans le territoire, le Conseil note avec satisfaction que le Gouvernement du Papua-Nouvelle-Guinée détiendra la majorité des actions de la compagnie aérienne nationale.

### D. PROGRES SOCIAUX

#### Progrès culturels

25. Le Conseil se félicite de l'accueil que le Gouvernement du Papua-Nouvelle-Guinée a réservé au paragraphe pertinent de la résolution 2977 (XXVII) que l'Assemblée générale a adoptée le 14 décembre 1972.

26. Le Conseil se félicite de la subvention de 5 millions de dollars australiens accordée par la Puissance administrante au programme de développement culturel du Papua-Nouvelle-Guinée ainsi que de la subvention complémentaire de 25 000 dollars australiens à un programme d'échanges culturels.



## E. PROGRES DANS LE DOMAINE DE L'ENSEIGNEMENT

27. Le Conseil, rappelant que lors de sessions antérieures, d'aucuns s'étaient inquiétés de la lenteur des progrès dans le domaine de l'enseignement, en particulier en ce qui concerne la généralisation de l'enseignement primaire, note que le Gouvernement du Papua-Nouvelle-Guinée assume la responsabilité de presque tous les aspects de l'enseignement depuis avril 1973. Conscient des difficultés qui entravent la création d'un système d'enseignement complet dans le Territoire, le Conseil note que le Gouvernement du Papua-Nouvelle-Guinée a consacré à l'enseignement un cinquième de son budget annuel et se félicite qu'il accorde maintenant un rang de priorité élevé à ce secteur dans son plan de développement triennal.

28. Le Conseil se félicite également de l'assurance donnée par le représentant spécial de l'Autorité administrante selon laquelle cette dernière sera toujours disposée à aider le Territoire dans le domaine de l'enseignement et, dans ce contexte, note que l'Autorité administrante a pour politique de garantir au Papua-Nouvelle-Guinée la priorité dans le programme d'aide extérieure de l'Australie.

## F. FIXATION D'UN DELAI DEFINITIF ET D'ETAPES INTERMEDIAIRES POUR L'ACCESSION A L'AUTONOMIE OU A L'INDEPENDANCE

29. Le Conseil a déjà pris acte avec satisfaction du fait que des pouvoirs importants et de grande portée ont été cédés par l'Autorité administrante au Gouvernement du Papua-Nouvelle-Guinée, dont l'autorité s'étend maintenant effectivement à presque tous les aspects de l'administration intérieure du Territoire.

30. Le Conseil, conscient du mandat qui lui a été confié par la Charte des Nations Unies et des dispositions de l'Accord de tutelle et ayant présentes à l'esprit les dispositions des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et notamment de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, qui figure dans la résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960, et de la résolution 1541 (XV) du 15 décembre 1960, tient à faire en sorte que la population du Territoire accède à l'autonomie aussi rapidement que possible.

31. A cet égard, le Conseil note que la Chambre d'assemblée a affirmé son droit, en tant que parlement dûment élu du peuple, de décider de la date de l'accession à l'indépendance et prend note également de l'avis exprimé par l'Autorité administrante en ce sens que pour la question de l'indépendance, comme auparavant sur la question de l'autonomie, la Chambre d'assemblée est l'organe qui exprime les aspirations du peuple.

32. Rappelant qu'il avait été saisi, à sa dernière session, du rapport de la mission de visite qui avait observé les élections à la Chambre d'assemblée du Papua-Nouvelle-Guinée en 1972 et rappelant également que, dans l'opinion de la mission, toute la population avait participé à ces élections, qui avaient été organisées minutieusement et loyalement, le Conseil fait siennes les vues du Gouvernement du

Papua-Nouvelle-Guinée et de l'Autorité administrante concernant le rôle joué par la Chambre d'assemblée dans les importantes décisions constitutionnelles; à cet égard, il prend note que les Gouvernements de l'Australie et du Papua-Nouvelle-Guinée ont décidé d'un commun accord que les résolutions relatives à d'importantes questions constitutionnelles seront adoptées à la Chambre d'assemblée par un vote enregistré et à une majorité substantielle afin qu'elles reflètent la position de l'ensemble de la nation.

33. En ce qui concerne la date de l'accession à l'indépendance, le Conseil prend également note de l'opinion exprimée par l'Autorité administrante selon laquelle deux éléments entrent en considération dans la détermination de la question de l'indépendance, à savoir les vues de l'Autorité administrante et celles de la population du Papua-Nouvelle-Guinée telles qu'elles sont exprimées par ses représentants élus à la Chambre d'assemblée. A cet égard, le Conseil note que l'Autorité administrante prévoit que l'accession à l'indépendance aura lieu en 1975 et qu'elle devra être réalisée en consultation étroite avec le Gouvernement et la Chambre d'assemblée du Papua-Nouvelle-Guinée. Le Conseil note en outre que l'Autorité administrante ne conteste pas l'opinion de la Chambre d'assemblée selon laquelle le Papua-Nouvelle-Guinée devrait passer d'abord par le stade de l'autonomie avant que la date d'accession à l'indépendance ne soit fixée.

-----